



La France, principal acteur européen de la course aux armements

Par [Observatoire des transferts d'armements](#)

Mondialisation.ca, 12 novembre 2006

obsarm.org Observatoire des transferts d'armements 12 novembre 2006

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Militarisation](#)

Analyses: [Nucléaire \(guerre et énergie\)](#)

47,7 milliards d'euros, pensions comprises ! Telle sera la somme allouée à nos forces armées pour 2007. Malgré l'absence totale de menace de la part d'une puissance majeure depuis la fin de la guerre froide, l'Assemblée nationale votera le 8 novembre le budget de la défense le plus élevé d'Europe (avec celui du Royaume-Uni)... dans le silence le plus complet.

Un budget exorbitant

Ce budget ravit la ministre de la Défense, avec une nouvelle hausse de 2,2 % par rapport à 2006, soit une augmentation globale sur ces cinq dernières années de 7,74 milliards d'euros. Chaque jour 131 millions d'euros seront dépensés dans le fonctionnement et les infrastructures militaires françaises... « Par cette hausse moyenne de 2 % par an de son budget de la défense, la France, participe activement à une nouvelle course aux armements mondiale », a déclaré Patrice Bouveret, président de l'Observatoire des transferts d'armements/CDRPC.

Les véritables menaces...

Une nouvelle fois le budget militaire se concentre sur des programmes qui laissent planer le doute sur leur efficacité, tant sur leur utilisation que sur leur utilité dans la protection de nos frontières et de nos intérêts vitaux. Notre force nucléaire peut-elle jouer un rôle dans un monde où le terrorisme est la première menace ? Pourquoi vouloir un second porte-avions qui ne sera utilisé qu'épisodiquement (le Charles-de-Gaulle est immobilisé 16 mois tous les 7 ans) ?

A contrario, il est étonnant que ce budget ne prenne pas encore en compte les menaces liées au réchauffement climatique qui sans aucun doute mêleront à l'avenir notre pays à de nombreux conflits de moyenne intensité. Il serait sans doute temps de démilitariser le concept de sécurité et d'intégrer la notion de sécurité humaine à notre perception de la sécurité mondiale.

Une économie de guerre

Le programme équipement des forces représente à lui seul 10,41 milliards d'euros. Il permettra la réalisation de commandes d'armements conventionnels et non conventionnels. L'économie française repose ainsi en partie sur une économie de guerre qui emploie plus de

deux millions de salariés. Cependant, nous pouvons nous interroger sur la réalité des bénéfices de cette économie, quand on compare les dépenses militaires aux emplois occupés (subventions à outrance, contrats surestimés) et aux conséquences pour l'environnement (essais nucléaires, pollutions provoquées par la fabrication et les essais de nouvelles armes) et pour la santé (amiante, radio-activité, etc.)...

Absence de débat

L'Assemblée nationale, comme à son habitude, va approuver presque sans opposition ni débat le budget de la défense 2007. Il est étonnant que cette institution démocratique se transforme le temps d'un vote en une simple chambre d'enregistrement. Aucune véritable réflexion ou interrogation ne seront faites par les députés (de la majorité ou de l'opposition). Il est de nature il est vrai d'imiter la grande muette l'espace de quelques heures. Dommage ! Nous, acteurs de la société civile, aurions souhaité la mise en place de véritables débats publics pour comprendre les raisons qui poussent notre État à se sur-militariser.

Course mondiale aux surarmements La France est donc un des acteurs-clés de la militarisation mondiale - le 4ème -, l'ensemble des dépenses mondiales était évalué en 2005 à 1 118 milliards de dollars. Les principaux acteurs de cette course sont bien sûr les États qui revendiquent le droit à disposer d'un armement nucléaire (États-Unis, Royaume-Uni, France Chine, Inde, Russie) ou plus simplement d'une force armée disposant des dernières technologies militaires (Japon, Allemagne).

9 novembre, Observatoire des transferts d'armements/CDRPC (www.obsarm.org)

La source originale de cet article est obsarm.org Observatoire des transferts d'armements
Copyright © [Observatoire des transferts d'armements](http://www.obsarm.org), obsarm.org Observatoire des transferts d'armements, 2006

Articles Par : [Observatoire des transferts d'armements](http://www.obsarm.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca

